


RELATIONS PRESSE CONFEDERALES



Communiqué de presse

Les députés doivent voter contre le report du vote des élections provinciales en Kanaky.

Le gouvernement français a de nouveau annoncé son intention de reporter les élections provinciales et territoriales en Kanaky, après deux reports en 2024. Cette décision prise sans réelle concertation, prolonge un statu quo institutionnel favorable aux forces loyalistes et accentue la méfiance entre Paris et le mouvement indépendantiste Kanak.

Pour l'USTKE le FLNKS, ce report constitue une remise en cause de la logique de co-construction issue des Accords de Matignon et de Nouméa. Il s'inscrit dans une stratégie plus large autour du dégel du corps électoral aux élections locales qui permettrait à des milliers de nouveaux électeurs et électrices installés après 1998 de voter. Une telle réforme reviendrait à diluer le vote kanak et à affaiblir durablement la représentation du peuple kanak, peuple colonisé. En rompant l'équilibre politique reconnu par les accords, le gouvernement français poursuit sa logique de colonisation de peuplement, pour le contrôle des ressources.

Sur le terrain, les tensions demeurent fortes depuis les événements du printemps 2024. Plusieurs responsables indépendantistes, dont Christian Tein, ont été incarcérés et déportés dans l'hexagone avant d'être libérés mais contraints de rester en France.

La semaine dernière, la cour d'appel de Paris a rejeté le recours du parquet, leur permettant enfin de rentrer en Kanaky. Mais les groupes loyalistes profèrent des menaces graves sur les réseaux sociaux ce qui fait craindre un nouvel épisode de tensions.

La direction confédérale de la CGT a reçu une délégation kanake à Montreuil la semaine dernière afin d'échanger sur la situation politique et sociale et la sécurité des militant-es. Cette rencontre s'inscrit dans la continuité des liens historiques entre la CGT, l'USTKE et les forces syndicales progressistes du Pacifique, fondés sur la solidarité internationale, la justice sociale et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Pour la CGT, le processus de décolonisation ne peut être conduit sous tutelle. Elle réaffirme son soutien au droit à l'autodétermination du peuple kanak et appelle à la reprise d'un dialogue politique sincère, seul capable d'éviter une nouvelle escalade et de redonner sens au chemin engagé depuis les Accords de Nouméa.

Le refus kanak du report des élections est une position légitime face à un processus déséquilibré. La paix durable passe par le respect du peuple kanak et de ses droits politiques (reconnu par des résolutions internationales des Nations Unis).

Montreuil, le 22 octobre 2025